

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 72 (2014)
Heft: 3

Artikel: L'agriculture au secours de la ville : l'expérience du Venezuela
Autor: Bouanha, Jean Pierre / Lagrange, Damien / Paturel, Dominique
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-823265>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'AGRICULTURE AU SECOURS DE LA VILLE: L'EXPÉRIENCE DU VENEZUELA

JEAN PIERRE BOUANHA
Architecte, Paris

DAMIEN LAGRANGE
Association Partageons les Jardins, Toulouse

DOMINIQUE PATUREL
UMR 951 Innovation, INRA Montpellier
dpaturel@supagro.inra.fr

> L'année 2014 est promue par l'ONU, l'année internationale de l'agriculture familiale et de la sécurité alimentaire de l'agriculture familiale. Plusieurs événements ont lieu dans le monde pour promouvoir ce type d'agriculture et des espaces de discussion et d'échange d'expériences ont été mis sur pied, avec comme point commun d'être sur un modèle participatif visant à l'auto-gestion. L'article aborde le contexte spécifique du Venezuela où les affrontements idéologiques sont forts.

Mots clés: chavisme, agriculture urbaine, agriculturisation, accès à l'alimentation, lutte contre la pauvreté.

L'année 2014 est promue par l'ONU, l'année internationale de l'agriculture familiale et de la sécurité alimentaire de l'agriculture familiale et plusieurs événements ont lieu dans le monde pour promouvoir ce type d'agriculture. Les 7 et 8 juin s'est déroulé à Caracas le «Forum Social Thématique: crise capitale et agriculture familiale», organisé conjointement par le Ministère du Pouvoir Populaire pour l'Agriculture et les Terres à travers la Fondation CIARA¹, et l'Ambassade de France au Venezuela². L'objectif de cette initiative était d'ouvrir un espace de discussion et d'échange d'expériences autour du thème du développement des villes agro-productives durables et écologiques. Cet événement a réuni, sur la Place des musées de Caracas et dans le Parc des Caobos, responsables publics et représentants associatifs des deux pays.

¹ La Fondation CIARA qui relève du Ministère du Pouvoir Populaire pour l'Agriculture et des Terres participe activement à la politique agricole en soutenant la participation des communautés rurales et urbaines à la production agricole par la production et le transfert des connaissances, et le développement agricole. Elle se réfère à un modèle d'économie sociale visant à l'auto-gestion et soutient de nombreux projets permettant l'installation de petits producteurs.

² <http://www.ambafrance-ve.org/Un-evenement-transversal-autour-de>

Suite à cet événement, un groupe d'intervenants français a rencontré des vénézuéliens impliqués dans des projets d'agriculture urbaine (jardins, unité de production maraichère, etc..) et visité des expérimentations soutenues par la Fondation Ciara dans la région de Caracas. Le point commun de tous ces projets est d'être sur un modèle participatif visant à l'autogestion. Pour autant, le contexte politique du Venezuela est complexe et il est apparu rapidement que ce que nous avons visité, ne pouvait pas s'extraire d'un temps où les affrontements idéologiques sont forts. Dans un premier point nous aborderons le contexte social et politique du Venezuela (1); ainsi cette contextualisation permettra la mise en perspective du rôle des missions sociales (2) et plus particulièrement de la mission Mercal. Puis nous verrons comment le Venezuela sollicite l'agriculture urbaine (3) pour configurer son plan de logement; deux zooms sur deux expérimentations viendront éclairer cet enjeu. Enfin, nous essaierons d'en tirer quelques leçons, à la fois pour le Venezuela mais aussi pour nous (4).

1. CONTEXTE SOCIAL ET POLITIQUE DE LA RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA

Il est, aujourd'hui, difficile d'accéder à des sources d'informations diversifiées au niveau français ou européen (et américains) sur la réalité vénézuélienne tant ce pays bouleverse le champ des possibles dans l'imaginaire citoyen européen (notamment dans la recherche d'alternatives au néolibéralisme). En France, il existe peu d'articles scientifiques ou académiques qui traitent des changements à l'œuvre.

Pour autant, en Amérique Latine (à l'exception de Cuba), on peut brosser à grands traits trois catégories de gouvernements. La première est celle de gouvernements de droite, proches des États Unis: c'est le cas du Pérou, du Mexique et de la Colombie. Une deuxième catégorie de pays qui s'affichent à gauche mais pratiquent une politique malgré tout libérale, notamment en ne touchant pas aux conditions d'implication économique et politique de leur classe dominante; il s'agit de l'Uruguay, du Nicaragua, du Brésil et l'Argentine. Ces pays ont mis en place des politiques sociales avec un objectif de lutte contre la pauvreté; c'est le cas du Brésil qui à travers son programme «Zéro Faim» a fait baisser notablement son taux de pauvreté: 50M de brésiliens en sont sortis, c'est-à-dire un quart de la population. Ces pays ont des relations plus ou moins en tension selon les périodes avec les États Unis, notamment en ayant des accords de libre-échange. Une troisième catégorie concerne la Bolivie, l'Équateur et le Venezuela. Ces trois pays tentent un projet socialiste et doivent faire face à une opposition active tant sur le plan politique qu'économique, à l'intérieur de leur pays mais également à l'extérieur. Ils tentent également la construction de nouvelles formes régionales politiques, culturelles et économiques, sans les États-Unis, avec la création de l'ALBA, de l'UNASUR et de la CELAC³.

Le Venezuela, renommé depuis 1999 République Bolivarienne du Venezuela, est complexe à comprendre tellement les clivages entre une droite conservatrice et une classe populaire sont

³ ALBA: Alianza Bolivariana para los Pueblos de nuestra America, Traité commercial entre les pays signataires basé sur un principe de solidarité, complémentarité, de justice et coopération; mis en place par Chavez en 2005. UNASUR: mise en place en 2008, sorte d'Union européenne de 12 pays d'Amérique du Sud. CELAC: Communautés d'États latino-américains et des caraïbes, sans les territoires outre-mer de la France, des Pays-Bas, du Danemark ou du Royaume-Uni; créé en 2010 et se positionne comme une alternative à l'Organisation des États d'Amérique.

à l'œuvre. Hugo Chavez, président de 1998 jusqu'à sa mort en 2013, a mis fin à la période historique du Pacte de Punto Fijo de 1958 et ouvert ainsi l'espace politique, économique et social à une démocratie sociale et participative et engagé des changements profonds dans un pays dont l'économie repose sur la rente pétrolière et sa redistribution. La politisation du social est au cœur de la stratégie du chavisme au prix d'une polarisation dont les effets sur la société vénézuélienne sont importants: «le chavisme fait passer la représentation d'une conception administrative de gestion des différences à une conception antagonique proprement politique réactivant le social. Le discours chaviste, loin d'effacer les différences au sein des populations, vient les raviver en recentrant les imaginaires populaires sur le social, en se posant comme leur traducteur dans les termes d'une syntaxe politique.» (Louzé, 2010). C'est bien de deux conceptions de la démocratie, de son expérimentation et du rôle de l'État qu'il s'agit: l'une portée par les «anciennes» élites du pays, possédant une partie des moyens de production et considérant le rôle de l'État comme minimal, le marché étant l'instance de régulation et l'autre celui d'un État puissant, comme instance de régulation. Pour autant, la vision simpliste qui consiste à voir Hugo Chavez soit comme un démocrate tendance castriste ou comme un pseudo-dictateur en lien avec son passé militaire vient rendre compte de cette polarisation de la société vénézuélienne. La vision européenne a tendance à réduire la situation vénézuélienne en une approche binaire alors que la réalité est, en fait, plus complexe.

Début 2014 de violentes manifestations ont éclaté, notamment à Caracas; mais elles n'étaient pas du même ordre que le coup d'État tenté contre Chavez en 2002; les forces armées aujourd'hui sont dans le soutien au nouveau président Maduro et la conférence nationale pour la paix, proposée par celui-ci en février 2014, a vu la participation de la grande bourgeoisie et des principaux entrepreneurs (comme Mendoza du groupe Polar). Cependant, il ne s'agit pas de nier la volonté d'un secteur de la droite qui souhaite le départ de Maduro, y compris à travers la violence. Le mouvement étudiant et les grandes manifestations de rue à Caracas, organisées en partie par cette droite, a aussi vu la participation des couches moyennes plus modestes.

C'est dans ce «face à face» que s'inscrivent, les Missions, outils de démocratisation pour réduire les inégalités sociales, lutter contre la pauvreté en encourageant les citoyens (et plus particulièrement ceux qui étaient invisibles jusqu'alors) à devenir des «protagonistes»; il ne s'agit pas seulement de voter ou revendiquer mais également de proposer, décider, mettre en œuvre et évaluer des projets.

2. LES MISSIONS SOCIALES

Lancées à la fin 2002, début 2003, les Missions ont été mises en place à la suite de la tentative de «re-privatisation» du patronat de l'entreprise pétrolière nationalisée au moment de l'élection d'Hugo Chavez. Les conséquences de cette période troublée ont stoppé les quelques avancées de la lutte contre la pauvreté. Pour autant, la pauvreté a diminué de façon importante: en 2003, 62,1% de vénézuéliens vivaient en dessous du seuil de pauvreté, contre 32% en 2013 (9,2 M de personnes)⁴.

Les Missions sociales donnent une visibilité au projet bolivarien dans sa lutte contre les

⁴ Dont 2,8M en situation de grande pauvreté, c'est-à-dire 9,8% de la population; le pourcentage était de 29,8% (7,1M) en 2003.

exclusions et la pauvreté; environ 594 milliards d'euros ont été consacrés à celles-ci (INE)⁵; ces missions se créent au fur et à mesure des besoins. Ainsi l'année 2003 voit la création de la mission santé (Mision Barrio Adentro) qui va ouvrir plus de 13'721 centres de santé (4'404 avant 2003)⁶. La mission Robinson qui va permettre l'alphabétisation de 1,7 millions de personnes. Cette mission sera poursuivie avec la mission Robinson II qui va soutenir la scolarisation jusqu'à la fin du primaire⁷. Des missions plus spécifiques comme la mission Mères des quartiers (Madres del Barrio) a pour objectif de financer des petits projets à la fois produisant une économie mais impliquant des activités collectives. Il s'agit d'aider ces femmes seules avec enfants à charge, dans une grande pauvreté à trouver des moyens de vivre: 100'000 femmes ont été partie prenante de ce type de projet.

Deux autres missions vont également participer à la lutte contre la pauvreté: la mission Mercal dont l'objectif est de permettre l'accès à l'alimentation et la mission Logement (La Gran Mision Vivienda).

2.1. MISSION MERCAL

Le Venezuela est largement dépendant de ses importations, notamment sur le plan alimentaire. Pendant le blocus de la fin 2002, début 2003⁸, la pénurie alimentaire s'est fait sentir plus particulièrement pour la population la plus fragile: manque de farine de maïs, d'haricots noirs (produits à la base de l'alimentation vénézuélienne), produits laitiers et autres produits frais. Hugo Chavez lance le 25 avril 2003 le programme PDVAL (Produccion y Distribucion Venezolana de Alimentos) incarné entre autre par la mission Mercal; durant le conflit, l'armée a ravitaillé régulièrement différents points disséminés dans les quartiers populaires.

La mission Mercal a comme objectif le ravitaillement et la lutte contre la malnutrition. Une société d'État, Mercatos de Alimentos, est fondée pour porter cette mission. Sur le modèle du maillage mise en place durant la grève de 2002-2003, une multitude de points de vente est créée, étant au plus près des populations pauvres. L'armée a participé par un soutien logistique au déploiement de cette mission. Les bases militaires et leurs dépôts ont servi de lieux de stockage et d'approvisionnement pour la mise en place des points de vente. Au départ, trois marchés et deux entrepôts sont créés; puis c'est 12'500 mini-marchés (mercalitos), 13'000 marchés (mercals) plus important, 31 super-marchés (supermercals), 102 entrepôts. Ces points de distribution vendent les produits à environ la moitié de leur prix. Ce programme englobe également un système de soupe populaire (environ 6'000 points de distribution). Mercal emploie 85'000 personnes et l'un de ses objectifs est de remplacer, à chaque fois que c'est possible, un produit importé par un produit produit localement via les circuits courts, les petites entreprises et les coopératives. Plusieurs de ces petites entreprises

⁵ http://www.ine.gov.ve/index.php?option=com_content&view=category&id=146&Itemid=80#

⁶ Cuba va mettre en place des accords de coopération avec le Venezuela en échange du pétrole; ces accords de coopération vont entre autre porter sur l'arrivée de 2000 médecins qui vont participer à la construction du système de soins et l'enseignement. De la même façon, on retrouvera des cubains dans la politique agricole.

⁷ La mission Ribats aura le même objectif pour le secondaire et la mission Sucre concerne les universités; une véritable démocratisation de l'enseignement est en cours. En 1998-1999, seuls 37% des enfants d'âge scolaire pour le secondaire, l'étaient; en 2009-2010, on atteint 72% de ces classes d'âge.

⁸ Les grèves de la fin 2002, organisées par le patronat vénézuélien ont concerné les entreprises agro-alimentaires, notamment en stoppant leurs importations.

coopératives ont bénéficié de micro crédits pour démarrer une activité de production. Le PDVAL a donc comme but de distribuer des biens alimentaires de base tels que la viande, le lait, le poulet, sucre, huile et mayonnaise etc. Un contrôle des prix est exercé sur ces produits identifiés comme produits de nécessité. Le prix de vente est subventionné et sera revendu entre 25 et 50% moins cher que dans une grande surface classique. Cependant, plusieurs difficultés apparaissent; en premier, certains produits ont un prix de vente réglementé inférieur au coût de production. Certains producteurs cessent de produire pour obliger à changer les conditions de rémunérations de leurs produits et cela entraîne une disparition de ces produits dans les points de vente; un marché noir s'est constitué à partir de ces pénuries et les prix y sont prohibitifs pour les familles populaires. D'autre part, le secteur privé contourne la loi des prix contrôlés; le riz blanc en est un bon exemple; le gouvernement a imposé un prix plafond pour le riz blanc et les producteurs décident de privilégier les riz parfumés ou complets qui échappent à cette législation. Le résultat est immédiat: plus de riz blanc à la vente; Le gouvernement réagit en imposant un quota de production de riz blanc: celui-ci doit représenter 80% de la filière; cette mesure s'étend à l'huile, au sucre, à la sauce tomate, au fromage, aux pâtes, à la margarine et à la mayonnaise (produits à la base de l'alimentation des vénézuéliens). Les entreprises qui ne se soumettent pas à cette décision risquent l'expropriation⁹.

Plus de la moitié de la population (soit 17'554'222 personnes en 2012) bénéficie de ce programme; 4 millions d'enfants mangent dans des restaurants scolaires, restauration gratuite. Ce programme a fait baisser de façon radicale la malnutrition infantile. En parallèle, un programme d'accès à l'eau potable s'est mis en place permettant à 90% de la population urbaine d'en bénéficier. Des efforts similaires se sont déployés en zone rurale.

3. L'AGRICULTURE AU SECOURS DE LA VILLE

Actuellement, le Venezuela dispose des premières réserves de pétrole au monde grâce à ses ressources en sables bitumineux (source OPEP) et l'exploitation du pétrole à grande échelle depuis 1922, devient le secteur prépondérant de toute l'économie vénézuélienne.

Dans le domaine de l'agriculture, les autorités vénézuéliennes ont peu à peu abandonné la production locale (café, cacao, coton, sucre, élevage, etc.) créant ainsi une carence dans ce secteur et, par conséquent, se sont retrouvées dans l'obligation d'importer des produits vivriers¹⁰. Cette situation a conduit le Venezuela à ne produire que 50% des aliments qu'il consommait et ce jusqu'à la fin des années 1990.

Le poids de l'agriculture dans le PIB vénézuélien est faible (moins de 7%) et compte tenu de l'importation massive depuis des décennies des produits alimentaires, l'agriculture n'a pas été développée (en dehors des Andes où se trouvent les grandes cultures maraîchères). Pour remettre en route un projet agricole, il faut à la fois prendre en compte la question de l'accès à la terre, la formation d'une paysannerie déstructurée par l'exode rural, un soutien et un développement de l'agriculture familiale, un réseau de distribution des produits garantissant un revenu correct à ces producteurs.

⁹ Cargill, multinationale agro-alimentaire américaine s'est fait exproprié de deux de ces entreprises: une de riz en mars et de pâtes en mai 2009.

¹⁰ Source: http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-917_fr.html

Après l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez en 1999, une grande réforme agraire est lancée, et rythmée par de grandes missions successives telles que le plan Zamora à partir de 1999 (redistribution des terres aux paysans et nationalisation de terres privées) ou la Mission retour à la Campagne (Mision vuelta al Campo) à partir de 2005. Celle-ci incite les populations défavorisées et urbaines à reprendre le chemin de la campagne, à créer des coopératives agricoles, afin de relancer la production et avec pour objectif l'autosuffisance. Elle a été atteinte en 2008 pour ce qui est du maïs, du riz, et presque atteinte (autour de 80%) pour le bœuf, le poulet, les œufs. La production de beaucoup d'autres cultures a connu de fortes augmentations entre 2000 et 2010. Un peu plus de 2 millions d'hectares (soit 29% des terres) ont été reprises aux latifundiaires et environ 6 millions de terres sont concernées par cette nationalisation.

Dans un tout autre registre, celui du logement, des événements tragiques en 2010 (120'000 sinistrés et des dizaines de victimes des inondations) ont précipité la prise de conscience de l'urgence de résoudre une crise qui perdurait depuis des décennies. En effet, pour exemple, en 1978, un tiers des Vénézuéliens vit dans des barrios (équivalent des favelas brésiliennes). L'habitat précaire et les mécanismes sociaux qui le produisent sont à ce moment le problème social numéro un.

Début 2011, le gouvernement Vénézuélien lance la Grande Mission Logement (Gran Mision Vivienda Venezuela). Il s'agit d'un grand plan de relance du secteur de la construction de logements, ayant pour objectif la réalisation de 3 millions de logements dans l'ensemble du pays jusqu'en 2019 et ainsi combler le déficit accumulé.

Le Venezuela est un pays de 29 millions d'habitants. La construction de 3 millions de logements représente quelques 10 millions d'habitants, soit un tiers de la population vénézuélienne. C'est dire l'importance et l'impact de cette transformation urbaine.

Il faut souligner que 94% de la population au Venezuela est urbaine¹¹ et à ce titre les besoins alimentaires sont concentrés dans les villes. C'est une tendance internationale. En effet on estime qu'en 2050, 80% de la population mondiale vivra dans des centres urbains.

Parallèlement à la Grande Mission Logement et quasiment au même moment (en 2011), le ministère de l'agriculture vénézuélien lance un grand programme de promotion de l'agriculture en milieu urbain et péri-urbain: Agro-Ciudad. Ce programme a pour objectif d'inciter les populations urbaines aux cultures vivrières, de plantes médicinales et ornementales, en investissant les espaces disponibles, tout en leur mettant à disposition les semences, les centres de formation et de pédagogie agricole. Il est à souligner que la politique d'agriculture familiale promue par le ministère est de forte inspiration cubaine; le pays est en effet précurseur en la matière et met au cœur de ses préoccupations la question alimentaire et l'approvisionnement par des circuits courts. Mais cette politique n'est pas réalisée dans le cadre d'une planification urbaine. En effet, on ne peut pas encore parler de cohérence urbaine en matière d'incorporation d'agriculture en ville.

Une expérience «vitrine» à Maracay

Sans vouloir extrapoler les résultats de quelques expériences à l'ensemble de la politique de développement de l'agriculture urbaine au Venezuela, il apparaît intéressant

¹¹ Source Banque Mondiale / Université de Sherbrooke).

de se pencher sur la spécificité de projets comme celui mené au centre ville de Maracay s'intégrant dans la «Base Agroproductive Socialiste de la Valle del Onoto».

En effet, cette expérience dans sa mise en place même, au delà des appréciations divergentes sur ces limites et succès:

> illustre le dispositif de développement d'unités de production mis en place par la fondation CIARA dans l'éventail de ses possibilités

> révèle une orientation politique par le fait de mettre en avant («en vitrine») ce type d'expérience

Capitale de l'État d'Aragua, se situant à 100 km à l'ouest de Caracas, Maracay constituait la cinquième ville du pays en 2011 avec 1 630 000 habitants.

Bien que surnommée «la cité jardin» à la vue de ses nombreux arbres et espaces verts, son extension rapide sur sa périphérie agricole et rurale rejoint les tendances tentaculaires des grandes villes du nord du pays.

Au centre ville, dans une zone commerciale et administrative, la Fondation CIARA de l'État d'Aragua, a initié depuis 2 ans un projet de centre de production urbaine de type de projet agro-écologique.

Ce projet s'inscrit dans une démarche systémique et globale que l'on retrouve aussi bien dans la diversité de ces objectifs que dans la diversité de ces activités interdépendantes.

Ces objectifs sont à la fois productifs, sociaux, pédagogiques et de communication.

Unité de production

Cette unité de production s'est construite sur une zone en friche de 3,5 hectares avec un groupe de jeunes toxicomanes «de la rue» mené par l'équipe porteuse du projet et encadrée par la Fondation Ciara. Actuellement 24 personnes travaillent sur ce lieu.

Parmi l'éventail de productions, on retrouve des cultures à partir de techniques organoponiques (culture hors sol à partir d'un substrat de terre et de vermicompost), des serres de tomates, de la pisciculture en bassin artificiel, de la vermiculture, un élevage de poules et de lapins, ainsi que des plantes aromatiques et ornementales.

Formation et accompagnement

Tous les vendredis sont dispensés gratuitement des cours de jardinage écologique ouverts à tous. Ces cours sont prolongés par l'accompagnement à la création de dizaines de jardins communautaires (en écoles, chez des particuliers, dans des structures coopératives...).

Point de vente

Un magasin propose des produits de la ferme (et d'autres unités de production du secteur), du matériel agricole (outils semences...), des outils de vulgarisation sur la culture agro-écologique et des plantes ornementales.

Le volet communication de ce projet se retrouve notamment dans la part importante de production et de vente de plantes ornementales dont des pelouses. Outre le fait d'augmenter les ventes, ce choix de commercialiser ces plantes non alimentaires correspond à la volonté de s'ouvrir à un public large dont les populations les plus aisées.

Ces activités sont mises en place à partir de «kits techniques» (ici très diversifiés) que l'on retrouve dans d'autres unités de production sur d'autres villes.

Bien que critiquée par la majorité de la population des classes moyennes et supérieures, fréquentant ce quartier et hostile au gouvernement, comme étant une vitrine cachant d'innombrables échecs, ce type de «vitrine» peut aussi avoir des capacités d'inspirations. En admettant que cette vitrine cache des expériences moins réussies, le fait de choisir de mettre en avant un projet à vocation socio-pédagogique et agro-écologique à deux pas de centres commerciaux illustre une orientation politique à contre courant des aspirations consuméristes et urbaines de la grande majorité de la population.

Dans l'histoire du monde et surtout en Europe, les premières villes ont montré historiquement leur lien étroit avec l'agriculture. En effet, l'agriculture, en tant que source de production, était initialement intégrée à la ville, par exemple dans la Grèce Antique où la ville était issue de regroupements de villages paysans, avec leur bâti et leur terroir agricole adjacent. Peu à peu, la séparation du travail va générer la ségrégation spatiale entre ville et campagne. Les tensions entre la campagne et la ville s'accroissent, notamment entre les territoires ruraux et leur articulation à l'urbain. Ces tensions sont caractérisées à la campagne par l'absence d'urbanité, et par des difficultés croissantes que subissent les agriculteurs paysans face à ce que leur imposent les grands groupes de l'industrie alimentaire. De plus, l'évolution historique de l'agriculture à la campagne (au moins en Europe) a subi de nombreux échecs: agriculture intensive et «industrielle» au plus mauvais sens du terme (produits nocifs, utilisation intensive de pesticides, productivité outrancière et industrie alimentaire qui génère des surplus non consommés...) et une prédominance du libéralisme agricole.

Les luttes paysannes au Venezuela contre les grands propriétaires ont d'une certaine façon légitimé et accompagné le processus révolutionnaire bolivarien, qui lutte contre le capitalisme agricole.

Une des solutions adoptées par le Venezuela, renvoie à l'idée que l'agriculture vienne au secours de la ville pour recréer un meilleur environnement, plus sain, pour produire des aliments, et générer du travail c'est-à-dire construire des villes avec des hommes qui produisent.

Base agroproductive socialiste urbaine, Los Charavares: une couveuse de projets agricoles et une unité de production maraîchère à Miranda en circuit court.

Miranda, proche de Caracas, est une ville populaire où le chavisme est fortement implanté. Los Chaveres est installé entre un nœud routier et un quartier populaire. Le site est entouré par des barrières et les lieux de productions sont fermés. Ce site s'est mis en place sur une installation en friche, recouverte de gravats. Il a pour vocation de former des «urbains» en situation de pauvreté, en agro-écologie à la production maraîchère; il y est produit également de la terre végétale à partir des gravats. Les apprenti(e)s s'occupent de tout le processus productif: des semences à la plantation. D'autre part, ils expérimentent la culture des fleurs et légumes sur des plateaux hydroponiques, fabriqués à partir de vieux pneus recyclés avec une irrigation en surface; ce système est largement inspiré du système des jardins urbains cubains

La majorité des personnes en formation ou volontaires dans ce centre sont des femmes et plusieurs d'entre elles ont le projet de s'installer comme productrices. Quand elles

auront terminé le processus de formation, elles auront accès à des terres agricoles à condition de produire du maraîchage et pourront également bénéficier de micro-crédit; la plupart d'entre elles ont bénéficié des programmes d'alphabétisation et de mise à niveau de la mission Robinson. Elles sont toutes issues des barrios.

Los Charavares en dehors de son unité de production et son centre de formation, a un magasin d'outillage agricole qui lui permet de soutenir l'installation de ces producteurs qui continueront à être accompagnés par les formateurs de la base agroproductive. D'autre part, une boutique de producteurs a été créée sur le lieu du site qui une fois par semaine vend la production maraichère du site mais aussi celles de tous les petits producteurs installés par la base. La production est vendue à un prix moins élevé (environ 30 à 40%) que celle du marché local; pour autant, les producteurs préfèrent continuer à amener leurs produits à la boutique paysanne, parce qu'ils sont certains d'y écouler toute leur production et de ne pas se retrouver dans les rapports difficiles avec les intermédiaires

4. VERS L'AGRICULTURISATION, DES LEÇONS POUR L'AVENIR DES VILLES

Mais faire ville, c'est sublimer l'habiter, et c'est ce qui, en principe, fait société. Mais, qu'est-ce qu'habiter, au sens de la ville et de son environnement si ce n'est se loger, manger, travailler, se déplacer, se cultiver, se divertir, s'éduquer, avoir des relations sociales et pour cela c'est faire ville au sens de société et au sens d'urbanité. Fabriquer la ville d'aujourd'hui, c'est construire la société de demain et faire en sorte que cette ville soit un espace productif pour ses habitants, en d'autres termes, c'est faire progresser.

Amener l'agriculture en ville, en d'autres termes «l'agriculturer», c'est prendre en considération ces données comme un préalable même si l'on peut aisément entendre que la priorité soit donnée à la résolution du problème alimentaire et à l'autosuffisance en termes de production vivrière.

Les changements et la transformation des villes, opérés par l'État vénézuélien dans sa volonté politique de construction de logements, et la politique d'encouragement de l'agriculture familiale ne remplissent pas totalement ces fonctions. Pour exemple, les barrios de rancho représentent un tiers du district de Caracas et accueillent la moitié de la population. Les fractures socio-spatiales sont visibles; les quartiers aisés sont aujourd'hui dans une logique de peur d'envahissement de leurs espaces de vie par les «cerros» (appellation des populations vivant dans les barrios des collines de Caracas). Le repli sécuritaire est alors visible dans les barbelés et caméras installées autour des propriétés, les déplacements en véhicules complètement hermétiques rentrant directement dans des garages, sans arrêt dans la rue, la mise en place de barrières à l'entrée de certains espaces dans un quartier, véritable check-point. Il y a donc bien une inscription territorialisée de la peur et de la méfiance¹².

Les deux politiques répondent parallèlement à des situations d'urgence: d'un côté l'amélioration des conditions de logements à comparer avec les situations précaires que vivent encore un grand nombre de vénézuéliens, d'un autre côté une politique volontariste d'élimination du problème de la faim¹³.

¹² Caracas est une des villes où la violence et le taux de criminalité est le plus élevé.

¹³ Résultats salués dans le rapport de fin de mandat d'Olivier De Schutter, rapporteur spécial du droit à l'alimentation des Nations Unies (2014).

L'«agriculturisation»¹⁴ des villes au 21^{ème} siècle est un concept d'agro-urbanisme ancré dans un processus d'inclusion des espaces agricoles dans les stratégies urbaines globales; mais, comme disaient certains architectes dans les années 1970, la ville doit être l'expression spatiale des relations humaines.

Or la construction massive de logements sociaux ne peut répondre à tous les besoins fondamentaux censés faire ville, faire société humaine. Et cela vaut aussi pour la promotion de l'agriculture dans la ville. Celle-ci doit faire du sens, faire paysage pour la ville, et doit s'inscrire dans des projets pensés de façon globale.

Il faut donc expérimenter l'innovation agricole et urbaine, créer de nouveaux espaces, de nouveaux types de constructions mixtes, adaptées au monde urbain, tout en mettant en avant les nouvelles potentialités agricoles.

En termes de répercussions spatiales (et comme expression de la société) à travers l'architecture, il faut inventer de nouveaux lieux de travail agricole intégrés dans la ville, qui créent les conditions d'un nouvel environnement, ou milieu qui doit émaner des hommes et des femmes concernés. En réalité, il s'agit de trouver l'équilibre entre production et qualité de relations sociales.

Fonctionnellement, l'architecture doit répondre aux nécessités de ceux qui travaillent et produisent, et pouvoir aussi accueillir les consommateurs qui sont avant tout des mangeurs. Ces lieux pourraient réunir toutes les activités professionnelles et favoriser les échanges, autour de la production de proximité. La composition spatiale doit pouvoir être multifonctionnelle et tendre à une autonomie énergétique.

Le paysage urbain de Caracas est une sorte de socio-mosaïque où les interstices sont immédiatement utilisés pour y construire des habitats spontanés (barrios); et c'est souvent dans les interstices des interstices que les vénézuéliens réinvestissent des jardins, souvent dans un mélange de légumes et de plantes ornementales. Ce type de projet peut aussi nous inspirer par la mise en place de lieux de ce type en Europe dans des espaces urbains (ou péri-urbains) pouvant regrouper un jardin d'insertion pratiquant la vente directe, des cours de jardinage écologique et un centre d'accompagnement au développement de jardins partagés. Une vision globale que l'on peut retrouver en milieu rural par exemple dans le cadre de l'Écopole alimentaire d'Audruicq dans le Nord Pas de Calais¹⁵.

EN GUISE DE CONCLUSION

Ce qui s'expérimente au Venezuela aujourd'hui en matière de politique urbaine, au croisement de préoccupations sociales autour de la pauvreté et de l'agriculture urbaine pose les enjeux écologiques et d'autosuffisance alimentaire qui sont aussi les nôtres; les solutions proposées à travers les «Mission», la participation des citoyens pour qu'ils trouvent leurs réponses (notamment dans les conseils communaux) sont autant de traces pour ouvrir les réflexions ici en France et en Europe. L'ensemble des visites que nous avons effectuées, ont toutes été marquées par des échanges nous permettant de saisir la créativité à l'oeuvre; cependant, nous avons aussi la lucidité de la situation politique actuelle et avons maintenant

¹⁴ L'agriculturisation des villes est un concept proposé par Jean Pierre Bouanha, dans le cadre de ses réflexions sur le monde agricole et notamment dans ses relations avec la ville.

¹⁵ <http://www.horizontalimentaire.fr>

suffisamment de recul pour comprendre la communication engagée autour de ces expérimentations. Pour autant, le travail engagé d'agriculturisation des villes vénézuéliennes se retrouve à travers plus de 19'000 jardins communautaires, scolaires et familiaux, de l'accélération de construction de serres (environ 140), de grainetiers artisanaux, de pépinières, de sites de production d'engrais biologiques et de site d'aquacultures. Au delà de considérations idéologiques, le fait de sensibiliser et de rendre plus autonomes des classes moyennes supérieures et des populations démunies dans un contexte mondial de marchandisation des pratiques alimentaires participe d'une démocratisation de l'accès à l'alimentation pour tous de qualité et ce, tout autant au Venezuela qu'en France.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALFARO, Mauricio. R, «Chavez et le chavisme après la défaite du 2 décembre 2007», <http://www.alterinfos.org/spip.php?article2690>

COMPAGNON, Olivier, REBOTIER, Julien, REVET Sandrine (dir), *Le Venezuela au-delà du mythe. Chavez, la démocratie, le changement social*, Paris, Éditions de l'Atelier / Éditions Ouvrières, 2009.

GAUDICHAUD, Franck, «Les tensions du processus bolivarien: nationalisme populaire, conquêtes sociales et capitalisme rentier», <http://www.contretemps.eu/interventions/tensions-processus-bolivarien-nationalisme-populaire-conqu%C3%AAtes-sociales-capitalisme-re>, 2012

HARNECKER, Martha, «De los consejos comunales à las comunales» <http://www.rebelion.org/docs/83276.pdf>, 2010

LOUZE, Anne-Florence, «Onze ans de chavisme: un renouveau démocratique?» <http://www.alterinfos.org/spip.php?article4200>, 2010

